

INTERVENTION BUDGET 2009

Honorable Président, Membres du bureau, Chers Collègues

Monsieur le 1^{ier} Ministre ;

J'ai relu mes interventions lors du dépôt du budget 2007,2008 et après une lecture rapide du budget 09, certaines préoccupations restent posées.

Honorables, nous sommes appelés à apporter des critiques, des orientations et suggestions au courant de cette plénière, mais les analyses plus approfondies se feront lors des travaux en commission et sous commission et nous restons l'autorité budgétaire ; Le Gouvernement appliquera donc ce que nous proposerons.

Ce budget devra répondre aux besoins primaires de nos populations. La sécurité, l'alimentation, la santé, l'habitat, les infrastructures, les rémunérations sont des priorités. Je vous rappelle quelques points que j'avais soulevés lors du Budget 2008 : *Je vous disais aussi, que le budget est une question de bonne gouvernance, de la qualité et du sérieux des gestionnaires, de la qualité de nos textes réglementaires, de la qualité des agents de l'administration, de la qualité des membres des cabinets ministériels et de celle des membres du Gouvernement : qu'il soit de 1 milliard ou 10 milliards de dollars, la question est de s'assurer de la procédure de recouvrement des recettes par un système bancaire sécurisé, un système de passation de marché transparent, un système de contrôle des services et biens acquis, de traçabilité des paiements des agents de l'Etat après leurs recensement, etc. de la lutte contre la corruption et la concussion.*

Un audit commandé par la Banque mondiale sur la gestion des fonds alloués à la RDC vous a été déposé, mais aucun rapport ni commentaire, ni dispositions n'ont été prise pour juguler les détournements et la corruption.

Puisque la stabilité passe par la sécurité, et la justice, nous réaménagerons le budget dans ce sens.

Que vaut une armée ou une police éparpillée et diluée dans les villes et les cités, les campagnes ? Ils se retrouvent en situation de débrouillardise, de lutte de survie. Le budget doit incorporer la réalisation des camps complétement équipés, des grands et des petits avec toutes les dépendances nécessaires pour les besoins militaires et ceux des soldats : maisons, centres de santé, cantines et marchés, centre de loisirs. Allouer leur aussi du matériel agricole, des espaces agricoles et du matériel de génie civile en même temps que vous leur faciliterez l'obtention des marchés de construction et réfection des routes, ponts, bâtiments. Avec bien sûr des systèmes de contrôle pour éviter les détournements. Et nous parlerons de moins en moins des programmes DDRRR, brassage, mixage, intégration, viols, vols, meurtres, etc.

L'ATURI, le NORD KIVU et le SUD KIVU doivent bénéficier prioritairement à partir de cette année, des vrais camps militaires, des nouvelles citées, des tronçons routiers.

Ne fragilisons pas les acquis de paix chèrement obtenus dans certaines zones.

1^{ère} préoccupation : Tous les Vices 1^{er} Ministres, Vices Ministres, ont ils reçus copie du Budget ? Depuis hier je n'ai pas vu les membres du Gouvernement consulter cet important document qui est le soubassement de votre politique.

Personne parmi eux ne l'a sur ses genoux.

Un programme, une vision s'élabore et se définit par rapport aux moyens ! Combien de Ministres peuvent me dire quelle est la hauteur de leurs Budgets ?

Quelles sont les dépenses les plus importantes ? L'acquisition des véhicules ou les frais de mission ?

J aurai souhaité que quelques montants soient collés à quelques dépenses prioritaires telles que : La résolution de la Crise de l'Est, autant des millions pour l'habitat, la santé, les routes, le dialogue ou interventions pour les grands travaux pour procurer l'emploi et booster l'économie.

Vous êtes passé par le Nord –Kivu, Ituri, KISANGANI, DUNGUqu'avez-vous prévu de significatif en termes des investissements pour le Développement, l'occupation par l'emploi des démobilisés, leurs implications dans le programme des grand travaux Chinois et d'accroitre le nombre de route, relier Bukavu à Beni, Bunia, MAHAGI-ARU-BASE. Vous contrôlerez d'ailleurs mieux vos régies financières, le volume des activités commerciales y sont important.

Honorables, je constate que ma préoccupation concernant la maitrise des Budgets des projets bi et multilatéraux commence à être effective. Cette préoccupation est d'ailleurs l'objet d'une question orale au Ministre du Plan. Néanmoins, pour sortir de l'emprise des réseaux divers sous couvert des ONG ou des groupes politiques extérieurs, tous les programmes, les travaux, les séminaires de renforcement des capacités, les consultations doivent faire partie du programme Gouvernemental et du Budget National. Cela nous évitera d'avoir plusieurs caisses parallèles au budget.

Nous ne servons pas de Plaque Tournante de la MAFIA internationale LEGALISEE.

Cette maitrise, vous permet de nous présenter aujourd'hui un Budget sans appui budgétaire des partenaires FMI& BM, mais augmenté sensiblement pour 34% ou 1,7 milliards de USD en ressources des partenaires extérieures dont 1,2 milliards de USD en prévision du financement de la Banque Chinoise.

2. Le Gouvernement nous avait annoncé un bonus de signature de 350.000.000 USD du contrat chinois ; ces montants devaient servir à la Certification de nos réserves. C'est ce dont s'était engagé à faire le Ministère des Infrastructures.

Mais vous annoncez plutôt 115.100 .000.000 FC, 198. 000.000 \$. Où sont passés les restes ? Le contrat a-t-il été révisité ? Si oui, il faut revenir ici nous faire rapport.

3..Pouvez vous nous dire quelles sont les conséquences de la révisitation des contrats miniers ? Sur les volets financier et économique, nous vous prions de nous dire l'impact sur le Budget ; sur l'emploi, etc...et quel est votre part de responsabilité dans ce retard.

4 .Les interventions et subventions de l'Etat représentent respectivement 9,30% soit 462.000.000 \$ et 17,56% soit 872.000.000 \$. Ces actions ne peuvent être efficaces que si les bénéficiaires, services de l'Etat sont bien gérés.

Mais malgré que le Gouvernement à opté pour le désengagement des entreprises publiques, que la crise du Ciment bat son plein, vous ne prévoyez que 172.000 USD pour la CINAT et le même montant pour la CIPOR. Ces entreprises ne vont donc pas mieux produire plus en 2009. KISANGANI, avec sa CIPOR n'aura toujours pas de ciment, pourtant elle est une propriété de l'Etat.

5. Mr le Ministre, votre budget pour le fonctionnement des Institutions, des Ministères est trop important. Diminuez le nombre des Ministres et Vice Ministres, en n'oubliant pas que nous avons en plus de votre équipe, 144 Ministres Provinciaux, qui assurent certaines prérogatives telles que définies dans la constitution en ses articles 203 et la loi sur la décentralisation.

Les frais de la résidence du 1^{ier} Ministre sont de 140.000 USD/mois et correspondent à ceux du fonctionnement d'un vice Primature. Très peu de pays peuvent se permettre des trains de vie pareille. Dans des pays sérieux, les hommes politiques ne peuvent se permettre des ponctions si importantes.

Honorable, nous devons réduire, couper les dépenses inutiles reprises pour chaque Ministère et Institution (alimentation, habillement, voyages, frais secret de recherche, équipement des bureaux, véhicules).

6. Dans votre présentation, pour plusieurs rubriques de numération des services de l'Etat, il est inscrit zéro comme effectif, payez vous forfaitairement ?

Dans ce chapitre, si le nombre des agents de la Police et nos Soldat sont de mieux en mieux maîtrisés, il faut le faire également pour le personnel enseignant qui est de plus de 272.000 et pour la santé, de plus de 49.000 agents

La moyenne du traitement de base est plus ou moins de 75\$/personne par mois. Les agents DGRAD 62\$ et DGI 74 \$. Il faut remonter le taux tel que le prévoient les accords de Mbudi.

Comment voulez vous qu'ils arrondissent les fins de mois ? Un professeur a 150 \$, un chercheur 100 usd et sans équipement.

A ce sujet, le Gouvernement doit chercher à améliorer le pouvoir d'achat que de contraindre les entreprises à appliquer un SMIG disproportionné par rapport aux salaires des fonctionnaires.

- Il faut aussi prévoir la remise à niveau de ce personnel de l'enseignement et de la santé par des formations et reclassifications.

-Investissez aussi dans des écoles d'administration (ENA)

7. Vos actions doivent être de mieux canaliser les recettes de l'Etat. Il vous faut donc appuyer les mécanismes par l'implantation des banques dans les coins les plus reculés, l'informatisation, la sécurisation des imprimés de valeur.

En ce qui concerne la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la rémunération des agents du Pouvoir Judiciaire doit être revue et équilibré. Le cabinet du PGR a une moyenne de 214\$/Mois et celui de la Cours Suprême 580 \$, ce n'est pas correct.

Pour remettre de l'ordre dans la police et défense, il faut renforcer le Parquet militaire pour qu'il soit efficace ; il leur faut des infrastructures, des moyens de communications, de transport et des moyens pour se déplacer partout où se trouvent nos forces militaires.

8. Monsieur le 1^{er} Ministre, de la lecture du Budget, il ne ressort pas les axes principaux de votre programme.

-Qu'en est-il de la construction des camps militaires ? Ou faut-il continuer de laisser nos armées, police, agents de sécurité dans la rue ?

9. Le Président de L'Assemblée Nationale l'a dit, l'agriculture n'a toujours pas de place dans votre programme. Pourtant, sachez que nous allons bientôt soutenir les déclarations de MAPUTO d'allouer 10% de ressources à l'agriculture par l'adoption de la proposition de loi agricole.

10. La chaine des dépenses au niveau des Provinces n'existe pas encore, les rétrocessions risquent de connaître des allers-retours, principe de : « je vous alloue, vous allouez à ma poche pour mes efforts ». Qu'allez-vous faire pour endiguer cela?

11. Vous voulez diminuer les allocations des Bourses d'études, il faut plutôt augmenter, notre jeunesse a besoin d'être formé.

12. Qu'en est-il des recettes attendues des entreprises publiques ? Où vont les recettes de l'OCC, RVA, SONAS, INSS,... ?

Nous allons vous aider en mettant en place des commissions d'enquête sur ces entreprises .De plus en plus le Gouvernement nous pousse au contrôle, c'est notre rôle. Notre rôle est aussi de sanctionner, je vous rappelle.

Nous allons donc, pour ne pas perdre du temps, recevoir votre projet de Budget, et nous allons, en cette fin d'année prendre nos responsabilités pour sa révision.

Nous allons aussi vous exiger la présentation de l'Exécution de Budget 2008 et que pour 2009, un rapport trimestriel nous soit fait.

Je vous remercie.